



Culture : silence, on massacre...

Non, la culture n'est pas un luxe

mercredi 9 septembre 2009, par [Valérie de Saint-Do](#)

Y-a-t-il encore des voix à gauche pour dire que la culture n'est pas un luxe, mais une nécessité ?

Les mails et les mauvaises nouvelles arrivent de partout. Ici, c'est le Volcan, scène nationale du Havre, qui voit diminuer ses subventions de 100000 euros. En Seine -St-Denis, des compagnies ayant mené un travail remarquable au long cours comme le centre dramatique de La Courneuve, des lieux emblématiques comme les Instants chavirés et de nombreuses autres équipes font les frais d'une nouvelle politique culturelle placée sous le signe des restrictions et d'une conception mesquinement gestionnaire de la culture. A Paris, c'est le Grand Parquet, lieu formidable de brassage de différentes cultures à Paris, qui perd 30000 euros de subventions municipales.

Et les coups, hélas, ne viennent pas seulement de l'Etat ou des collectivités territoriales gérées par la droite. Un temps, la gauche a pu, dans ses mairies, ses régions, compenser en partie le désintérêt total du gouvernement pour une culture qui ne s'adresse pas aux intérêts des multinationales du disque poussant des cris d'orfraie contre la loi Hadopi. Mais désormais, on fait comprendre partout aux artistes que "c'est la crise", qu'ils ne sont pas les plus mal lotis et qu'ils doivent souffrir en silence.

Ce qu'ils font, de fait. La profession est réduite au silence, face aux souffrances généralisées des plus fragiles sous le sarkozysme.

C'est peut-être le pire de ces politiques d'austérité concertées : cette culpabilisation populiste de ceux qui vivent de leur passion. Il faut une bonne dose de courage politique pour défendre les budgets culturels, face à ce qui frappe les Conti, par exemple, et tant d'ouvriers des zones sinistrées. On oublie juste au passage que la réforme inique du régime des intermittents de 2003, qui n'a réduit en rien les déficits, combinée aux baisses généralisées de crédit, est l'équivalent d'un gigantesque plan de licenciement dans les métiers de la culture.

Et puis, soyons sérieux cinq minutes. Parce que à l'échelle d'une grande ville, d'un département, d'une région, et même d'un ministère, les économies ainsi réalisées sont parfaitement dérisoires. On peut faire vivre un théâtre, ou plusieurs compagnies à l'année avec le budget d'un seul rond-point ! sans parler du budget déployé pour des caméras de surveillance l'Angleterre a fait l'expérience de l'inefficacité... Et puis, il faut parler aussi de ce qui fâche à l'intérieur même des politiques culturelles. Du bien fondé de choix d'équipements pharaoniques dont on n'arrive pas par la suite à suivre les frais de fonctionnement, plutôt que de miser sur des structures et des équipes à dimension humaine, moins rentables en termes de communication, mais oeuvrant sur le terrain pour un partage du savoir et du sensible tellement urgent actuellement. Du financement de festivals produits par des machines à frics de la production internationale privée, au détriment du tissu associatif. Du choix de l'audimat et de l'événementiel plutôt que du long terme.

Les artistes et les élus soucieux de défendre la culture n'ont pas à raser les murs. Mais à affirmer, haut et fort, qu'en temps de crise, elle est moins qu'une cerise sur le gâteau ou un luxe, mais une exigence.

P.S : une journée d'action est prévue le jeudi 10 septembre, à l'appel du Syndeac.

Valérie de Saint-Do